

Brochure n° 3107

Accords collectifs nationaux
BÂTIMENT ET TRAVAUX PUBLICS

AVENANT N° 18 DU 14 MAI 2014
À L'ACCORD DU 1^{ER} OCTOBRE 2001
RELATIF AU RÉGIME DE FRAIS MÉDICAUX DES CADRES ET DES NON-CADRES
NOR : ASET1450939M

Entre :

La CAPEB ;

La FFB ;

La FFIE ;

La FNSCOP BTP ;

La FNTF,

D'une part, et

La FNCB CFDT ;

La fédération BATIMAT-TP CFTC ;

La FG FO construction ;

La CFE-CGC BTP,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

*Harmonisation de la portabilité des régimes de frais médicaux
des non-cadres et des cadres du BTP*

Les partenaires sociaux signataires ont convenu de modifier :

- l'article 11.2 du règlement des régimes de frais médicaux des non-cadres du BTP ;
- l'article 11.2 du règlement des régimes de frais médicaux des cadres du BTP, comme suit :

« 11.2. Maintien des garanties en cas de licenciement,
ou de rupture du contrat de travail ouvrant droit à l'assurance chômage

En cas de licenciement ou de rupture du contrat de travail ouvrant droit à indemnisation par l'assurance chômage, le maintien d'une couverture santé est accordé à tout participant, sans contrepartie de cotisation :

- temporairement, lorsque cette rupture a été suivie, immédiatement et de manière continue :
 - par une indemnisation au titre de l'assurance chômage (y compris l'allocation de solidarité spécifique) ;

- ou du suivi d'un stage de formation professionnelle accompli dans le secteur du BTP, ou agréé par une commission nationale paritaire de l'emploi du BTP.

Dans ce cas, le maintien d'une couverture santé est accordé :

- aussi longtemps que le participant atteste d'une situation continue d'indemnisation au titre de l'assurance chômage, d'indemnisation d'un arrêt maladie par la sécurité sociale ou du suivi d'un stage de formation professionnelle tel que susvisé ;
- et ce pendant une période maximale de 36 mois de date à date, à compter de la date de fin du contrat de travail ;
- sans limitation de durée, lorsque le participant :
 - a fait l'objet d'une mesure de licenciement alors qu'il était en arrêt de travail, ou a été reconnu invalide par la sécurité sociale contrat de travail non rompu (à l'exception des cas de classification en invalidité de 1^{re} catégorie), et n'exerce depuis cette date aucune activité rémunérée ;
 - et bénéficie de prestations d'indemnités journalières ou de rentes d'invalidité servies par BTP-Prévoyance. »

La présente modification est applicable aux licenciements ou ruptures postérieurs à la date du 31 mai 2014.

Article 2

Les dispositions du présent avenant prendront effet le 1^{er} juin 2014.

Article 3

Le texte du présent avenant sera déposé en un nombre d'exemplaires suffisant à la direction générale du travail et au secrétariat-greffe du conseil des prud'hommes de Paris, conformément aux dispositions des articles D. 2231- 2 et D. 2231-3 du code du travail.

Fait à Paris, le 14 mai 2014.

(Suivent les signatures.)